



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 27 MAI AU 2 JUIN 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	6
ASIE – PACIFIQUE.....	16
EUROPE	18
PROCHE & MOYEN ORIENT	19
RUSSIE	23



AFRIQUE

BURKINA FASO : LES GROUPES DJIHADISTES CIBLENT LES CHRETIENS

En un mois, quatre attentats ont directement visé la communauté chrétienne du Burkina Faso. Dimanche 26 mai, quatre personnes ont été tuées dans l'attaque d'une église catholique à Toulfé, dans le nord du pays. Les assaillants, au nombre de huit, ont ouvert le feu sur des fidèles lors de la célébration de la messe. Le 12 mai déjà, un prêtre et cinq fidèles avaient été tués à Dablo, dans la province du Sanmatenga, au centre-nord, abattus en pleine messe dominicale par des terroristes. Le 13 mai encore, à quelques kilomètres seulement de Dablo, quatre fidèles catholiques ont été exécutés lors d'une procession mariale à Zimtenga. Le 29 avril, six personnes avaient été tuées dans l'attaque de l'église protestante de Silgadji, toujours au nord du pays.

Ces récentes attaques contre la population chrétienne ont suscité une vive émotion et une grande indignation au sein de la société burkinabè. Le Burkina Faso, « pays des hommes intègres », était en effet connu pour sa diversité religieuse et sa concorde entre les différentes confessions. Le pays compte environ 60% de musulmans, 30% de chrétiens (dont 20% de catholiques) et 8% d'animistes. À l'inverse de ce qu'on observe régulièrement dans de nombreux pays subsahariens, la variable religieuse ne jouait jusqu'à maintenant quasiment aucun rôle dans les affrontements qui pouvaient secouer le pays.

Les musulmans vivent essentiellement dans les régions frontalières du nord, de l'est et de l'ouest du pays. Les communautés chrétiennes se concentrent quant à elles au centre du pays. Dans la capitale Ouagadougou, la population est mixte, regroupant musulmans et chrétiens. La ville est aussi le cœur battant de l'histoire chrétienne du pays, là où a été érigée la première cathédrale par Monseigneur Thévenoud. Bobo-Dioulasso, la deuxième ville, est très majoritairement peuplée de musulmans. Sur les 63 ethnies qui composent la mosaïque burkinabè, la quasi-totalité est religieusement hétérogène. Seuls les Peuls et les Dioulas sont presque exclusivement musulmans. Il faut noter que la constitution du Burkina donne un caractère laïc à l'État.



SAHEL : AQMI SE DIT PRET A NEGOCIER LA LIBERATION DE SOPHIE PETRONIN

Dans un enregistrement audio transmis à France 24 le 30 mai dernier, Abou Obeida Youssef al-Annabi, l'un des hauts dignitaires d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), s'est dit ouvert à la négociation avec la France pour la libération de l'otage Sophie Pétronin, médecin humanitaire de 73 ans, enlevée au Mali le 24 décembre 2016.

En échange, le chef du conseil consultatif d'AQMI demande indirectement la libération de prisonniers : « des vieux, des blessés et des mineurs », détenus par les alliés de la France au Sahel. Le chef djihadiste ne réclame pas des combattants selon France 24, qui n'a pas diffusé ces enregistrements mais a relaté leur contenu.

CAMEROUN : PREMISSES D'UNE SOLUTION POLITIQUE A LA CRISE AVEC LES ANGLOPHONES

Sisiku Ayuk Tabe, leader autoproclamé de l'opposition anglophone, accepte de relancer le dialogue avec Paul Biya. La reprise des négociations est conditionnée par plusieurs exigences qu'il a énoncé le 27 mai dans un communiqué public : le président de l'« Ambazonie » réclame la libération des personnes incarcérées lors du conflit, le retrait des forces gouvernementales au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, mais également le renvoi des autorités administratives présentes en territoire anglophone comme les préfets et les gouverneurs. Diverses options sont envisagées pour la relance des négociations, parmi lesquelles l'appui d'observateurs étrangers. La France, le Royaume Uni ainsi que l'Organisation des Nations Unies disposeraient selon lui de ce statut et pourraient donc encadrer les pourparlers à New-York, Genève ou au siège de l'Union africaine.

Cette supervision étrangère n'est pourtant pas du goût du président Paul Biya, qui a fait savoir par l'entremise de son ministre des Affaires étrangères, M. Lejeune Mbella Mbella, qu'il accepte d'organiser les négociations à condition qu'elles puissent avoir lieu au Cameroun. La crainte d'une ingérence est typique du régime camerounais qui s'est toujours méfié de la potentielle influence de Paris dans ses



affaires internes, comme en témoigne la création du Bataillon d'intervention rapide (BIR) dépendant de la présidence, véritable « armée dans l'armée » entraînée par les Israéliens et censé pouvoir résister à une tentative de coup d'État militaire. Seule la Communauté de Sant'Egidio, connue pour sa posture médiatrice dans les conflits (en Algérie, au Kosovo ou en Afrique Centrale) et proche de la papauté pourrait intervenir auprès des belligérants au Cameroun avec l'accord de Biya.

Un autre motif de crispation semble brouiller la possibilité d'un dialogue fécond : ni l'État, ni la rébellion ne souhaitent abandonner les territoires de l'Ouest et du Nord-Ouest. L'avancée est donc mitigée, puisque la sécession est le point nodal des révoltes anglophones : le régime n'a pas su réagir face aux revendications qui ont précédé les révoltes de 2017 où il suffisait alors d'ouvrir l'administration aux élites anglophones et de cesser la politique de francophonisation dans le domaine de l'enseignement.

Néanmoins, ces récentes déclarations témoignent d'une réelle évolution de la crise anglophone. Des contacts semblent s'être noués depuis quelques mois entre le pouvoir et divers leaders séparatistes. Le premier ministre M. Joseph Dion Ngute s'était rendu en mai dans l'Ouest pour apaiser les populations et témoigner du soutien de l'Etat face aux exactions des « bandits » ambazoniens. Il avait alors annoncé que le président Biya se déclarait prêt à amorcer un dialogue à la condition d'abandonner les revendications de sécession.

Dans cette lignée, Le Monde a révélé que des réunions se sont tenues à Genève les 17 et 18 mai sous la supervision du Centre pour le dialogue humanitaire proche de la diplomatie suisse. Le chef des services de renseignement extérieur, M. Léopold Maxime Eko Eko aurait également tenté d'organiser des pourparlers en Afrique de l'Est, sans succès. Comme le témoigne M. Paul Atanga Nji, ministre de l'Administration territoriale, le gouvernement peine à identifier un interlocuteur légitime, puisque le mouvement ambazonien gravite autour de la diaspora camerounaise basée aux États-Unis. Sisiku Ayuk Tabe n'est finalement qu'un potentiel médiateur parmi d'autres, tous empêtrés dans 'une compétition quasi commerciale' pour déterminer qui sera le futur porte-parole de la cause ambazonienne.



NIGERIA : INVESTITURE PRESIDENTIELLE ET INSECURITE

Mercredi dernier, le président nigérien Muhammadu Buhari a été investi dans la capitale nigérienne d'Abuja pour un second mandat après son élection en février dernier. Cette investiture constitue l'aboutissement de plusieurs mois compliqués pour le pays, dans un contexte d'insécurité rampante. La légitimité du président est en effet remise en question par une partie de l'opposition qui conteste la régularité de son élection.

Alors que Muhammadu Buhari a été élu avec 56% des voix face au candidat du Parti Populaire Démocratique (PDP) Atiku Abubakar, observateurs locaux comme internationaux ont souligné des « manquements opérationnels sérieux » durant la période du scrutin. Malgré la contestation, l'investiture, à laquelle aucun chef d'État étranger n'a assisté, sera suivie d'une autre cérémonie le 12 juin prochain, consacré « jour de la démocratie » au Nigéria.

En marge de cette cérémonie, le Nigéria abritera également une réunion regroupant les chefs d'État du bassin du lac Tchad. L'annonce a été faite samedi dernier par Muhammadu Buhari suite à la 14^{ème} session de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui s'est déroulée du 30 au 31 mai à La Mecque.

La rencontre aura pour but de redéfinir une stratégie pour lutter contre la milice Boko-Haram. Ce groupe terroriste est ancré dans le paysage local depuis plusieurs années et aucune des nombreuses rencontres organisées entre les chefs d'État de la région n'ont à ce jour permis d'enrayer durablement la menace que constitue ces derniers. Face aux défis de l'insécurité et d'une corruption endémique, la légitimité du président et sa capacité à mener des réformes de fond constituent des enjeux majeurs pour y apporter une solution.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

SENAT : SERIE DE CONFIRMATIONS A LA TETE DES ARMEES AMERICAINES

Le Sénat a entériné jeudi 13 mai la nomination de plusieurs des principaux responsables des forces armées américaines choisis par le président Trump. Ainsi, le général James McConville, actuel Chef d'Etat-Major adjoint de l'*US Army* s'est vu confirmé comme prochain Chef d'Etat-Major des forces terrestres. Il remplacera à ce poste le général Mark Milley qui doit quitter ses fonctions à l'automne. Du côté de l'*US Navy*, le Sénat a confirmé l'amiral William Moran comme prochain Chef d'Etat-Major des forces navales (Chief of Naval Operations), en remplacement de l'amiral John Richardson, qui quittera ses fonctions à la fin de l'été.

ALLOCUTION DU CEMA JOSEPH DUNFORD

Le département de la Défense a annoncé cette semaine que des troupes américaines seraient envoyées au Moyen-Orient. Lors d'une audience à la *Brookings Institution* ce mercredi, le chef de l'état-major américain, le général Joseph Dunford, Chef d'Etat-Major des forces américaines, a expliqué que ce déploiement était l'a mesure la plus logique à prendre face à l'Iran, dont les agissements des dernières semaines inquiètent Washington. Les renseignements américains tendent en effet à montrer que la tension dans la région s'intensifie, de façon telle que l'Iran mène, directement ou indirectement, des actions belliqueuses à l'encontre des forces américaines stationnées au Moyen-Orient. Joseph Dunford a ainsi rapporté des frappes de drones, des navires touchés par des mines ainsi que des tirs de roquette tombés à proximité de l'ambassade américaine en Irak. Selon lui, ce renfort de troupes américaines n'est pas un renforcement d'une position offensive dans la région, mais se présente comme une décision nécessaire pour défendre les biens et les personnels américains présents au Moyen-Orient. Les troupes seront disposées en Arabie Saoudite et au Qatar. Ce déploiement constitue pour les Etats-Unis un moyen de renforcer leur présence dans la région, tout en permettant de mener des campagnes de dissuasion à l'encontre de toute agression iranienne. Le général Joseph Dunford a ajouté qu'il n'était pas rare de voir des actes iraniens – ou soutenus par Téhéran – menés à l'encontre des Etats-Unis, mais que le caractère coordonné, et la grande ampleur de ceux des dernières semaines avaient provoqué l'inquiétude des autorités militaires américaines.



Dans la même allocution à la *Brookings Institution*, Joseph Dunford a expliqué son point de vue face aux demandes d'accroissement de la flotte respective de la *Navy* et de l'*Air Force*. Selon lui, procéder à de nouvelles constructions de navires et d'avions doit être conduit de façon prudente ; en effet, le renforcement de la force militaire, sans les moyens d'entretien et d'entraînement adéquats, affaiblit les forces armées plutôt qu'il ne les renforce. Il n'est donc pas question de s'opposer par principe au renforcement des différentes armées américaines, mais cette dynamique doit se faire de façon réfléchie, dans une approche s'étendant au-delà de l'aspect quantitatif pur. Il convient d'intégrer par ailleurs le maintien en condition opérationnelle (MCO) et de formation. Joseph Dunford souligne la différence qui existe entre la capacité potentielle ou théorique et la capacité effective de toute force militaire. La capacité effective correspond aux résultats confirmés par la pratique opérationnelle, tandis que la capacité potentielle demeure une projection fondée sur des hypothèses non vérifiées. Il est donc nécessaire que, dans l'hypothèse où les flottes seraient renforcées, l'entraînement, les fonds alloués au MCO et le commandement soient en mesure de suivre la construction de nouveaux équipements militaires aériens et navals.

Dans son discours, Joseph Dunford fait référence aux “forces creuses” des années 1970 et 1980, qui, sur le papier étaient prêtes et opérationnelles, mais qui en réalité manquaient de personnel, d'entraînement et de moyens d'entretien. Il apparaît important que les renforcements des forces déjà existantes et opérationnelles se fassent de façon proportionnelle aux moyens disponibles. Selon les mots du général Joseph Dunford : « la qualité doit prévaloir sur la quantité, c'est la chose la plus importante que je recommanderais ». Il reste à savoir si ces propos seront suivis d'effet, alors que le projet de budget de la Défense pour l'année fiscale 2020 se caractérise par la montée en puissance quantitative des capacités militaires américaines.

US AIR FORCE / TRIADE NUCLEAIRE : AVANCEE DES PROJETS *B-21* ET *LRSO*

Le projet de futur bombardier stratégique furtif *B-21* de l'*US Air Force* serait en voie de développement pour intégrer l'arsenal des vecteurs nucléaires aériens des Etats-Unis d'ici 2025, avec une production finale prévue à 100 exemplaires. Quelques mentions de ce projet secret ont été inscrites dans le dernier *United States Air Force 2018 Acquisition Annual Report*, publié le 4 avril de cette année, indiquant, selon les mots de l'ancienne Secrétaire à la force aérienne Heather Wilson, le passage de la phase de conception à la phase de production, qui devrait permettre sous peu les premiers essais.



Le projet ne concerne pas uniquement la plateforme, mais un ensemble de technologies et de systèmes d'armes qui devrait améliorer qualitativement la force de frappe américaine. Lorsqu'il arrivera en service, le *B-21* pourrait être armé du *Long-Range Stand-Off Weapon (LRSO)*, le dernier missile de croisière air-sol à capacité nucléaire. Ce système d'arme est aujourd'hui en développement par les firmes concurrentes *Raytheon* et *Lockheed Martin*, dont l'un des modèles sera choisi en 2022 pour une production courant 2030 devant se chiffrer à un millier d'armes.

La finalité du développement de ces deux systèmes d'arme est d'offrir à la force de frappe américaine une pénétration dans la profondeur du territoire ennemi, avec une portée accrue par la conjugaison entre le bombardier furtif et le missile de croisière. Ces projets devraient ainsi offrir au Pentagone et au commandement stratégique une composante aérienne particulièrement opérationnelle au sein de la Triade, en délaissant les bombes gravitationnelles *B-83* aujourd'hui employées, ou l'actuel missile de croisière à capacité conventionnelle ou nucléaire *AGM-86B* bientôt dépassé. Ces projets s'inscrivent bien dans la remontée en puissance des forces nucléaires qu'avait annoncée la *Nuclear Posture Review* de 2018, dans le cadre précis d'un conflit avec des puissances pouvant mettre en œuvre de capacité de déni d'accès local (A2/AD).

Cependant, quelques interrogations émergent d'un tel développement : un tel missile de croisière à capacité nucléaire ne contreviendrait-il pas, *in fine*, à la dissuasion ? Il pourrait, en effet, abaisser le seuil de nucléarisation des conflits, ou bien rendre incertaine les manœuvres de l'adversaire. Ces deux interrogations doivent être prises au sérieux par le décideur américain, car la dissuasion fonctionne en partie sur un équilibre (relativement) clair et défini. Une incompréhension adverse pourrait mener à déstabiliser le cours des relations internationales ou d'un conflit en accroissant le risque d'escalade nucléaire : il serait alors, de manière paradoxale, dans l'intérêt des Etats-Unis de clarifier la doctrine d'emploi de ces armes, ce qui n'implique pas pour autant d'abandonner totalement l'ambiguïté qui participe de la crédibilité de la doctrine stratégique de dissuasion.

US ARMY : POINT DE SITUATION

Le *Lieutenant-General* Neil Thurgood, en charge du *Rapid Capabilities and Critical Technologies Office (RCCTO)*, organe qui gère les programmes technologiques les plus avancés et prioritaires de l'*US Army*, à savoir les *lasers*, le spatial et les technologies hypersoniques, a dévoilé la semaine dernière un plan qui vise à développer parallèlement les systèmes d'armes *lasers* et hypersoniques. Le général Thurgood a néanmoins souligné les limites inhérentes aux armes à énergie dirigée, car si les



lasers et armes à micro-ondes devraient être efficaces et peu onéreux pour faire face à des menaces isolées (roquettes, obus, petits drones), leur efficacité trouverait rapidement ses limites en cas d'attaque par essaim (tactique qui connaît une montée en puissance qui devrait s'accroître dans les prochaines années, notamment en matière de petits drones). Pour rappel, l'*Army* prévoit de tester en 2021 un laser d'une puissance de 50kw monté sur un véhicule de combat d'infanterie *Stryker*, puis un laser d'une puissance de 100kw monté sur un camion tactique lourd (*HEMTT*).

Le général Thurgood a également présenté un calendrier portant sur le développement du programme d'armes hypersoniques de l'*Army*. En 2012, un prototype d'*Advanced Hypersonic Weapon (AHW)* avait été testé depuis le site de Kauai sur l'île d'Hawaï. L'*US Army* aurait donc la direction du programme de développement d'un véhicule hypersonique de type planeur (*glide vehicle*) qui sera conçu par les laboratoires nationaux *Sandia* du département de l'Énergie. Le plan prévoit qu'à compter de 2021, l'*Army* teste un de ces vecteur hypersoniques tous les six mois. A cette fin, un lanceur ad hoc sera développé pour faciliter les tests. Ce planeur hypersonique viendra alimenter les programmes d'armes hypersoniques de l'*Army* mais également de l'*Air Force* et de la *Navy*.

Par ailleurs, le sous-secrétaire à l'*Army* Ryan McCarthy a annoncé que 10Mds\$ seraient redirigés, pour la période 2021-2025 vers les six grandes priorités technologiques gérées par l'*Army Futures Command*. Cette annonce, qui s'ajoute aux 33Mds déjà transférés aux différents programmes technologiques prioritaires pour la période 2020-2024 traduit la volonté du Pentagone d'intensifier ses efforts en matière d'armement dans le cadre de la réorientation vers la rivalité avec des *near competitors*.

A ce titre, afin de garantir le maintien à niveau de son système de communication tactique, l'*Army* a annoncé qu'à compter de 2021, ce dernier ferait l'objet d'une modernisation incrémentale tous les deux ans. Enfin, afin d'accroître son autonomie à l'égard des industriels, l'*Army* envisage de modifier ses procédures d'acquisition de logiciels pour s'appropriier une partie des droits de propriété intellectuelle et disposer de davantage de marges de manœuvre dans la mise en œuvre des différents logiciels utilisés.

L'ADMINISTRATION AMERICAINE INQUIETE PAR LA RECRUESCENCE D'ARMEMENT CHINOIS AU MOYEN-ORIENT

Randall Schriver, secrétaire-adjoint au Pentagone pour les affaires indo-pacifiques, a exprimé les inquiétudes de l'administration américaine devant la montée en



puissance des ventes d'armes chinoises au Moyen-Orient, notamment à des alliés traditionnels des Etats-Unis. Le Pentagone évalue en effet à environ 10Mds\$ le montant d'armement vendu par Pékin à différents États moyen-orientaux entre 2013 et 2017, en particulier dans le domaine des drones armés, dont l'exportation par Washington est restreinte du fait de ses engagements internationaux, les Etats-Unis étant signataires de plusieurs traités limitant les transferts de certains systèmes d'armes. Or, la Chine ne se trouve pas contrainte par de tels engagements juridiques. Elle en profite pour étendre son carnet de commandes au Moyen-Orient, comme en témoignent les ventes de drones armés à l'Irak, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis (ces derniers auraient même utilisé des drones *Wing Loong* en appui de l'Armée nationale libyenne du maréchal Haftar). Cette dynamique nouvelle suscite l'inquiétude du Pentagone qui craint que ces ventes d'armes ne renforcent l'assise de Pékin dans la région ainsi que sa présence militaire et ses relations avec des alliés historiques des Etats-Unis, sans compter les risques inhérents de prolifération de ces systèmes d'armes dans une région à l'instabilité croissante.

IRAN : AVERTISSEMENT DE JOHN BOLTON

Le Conseiller à la Sécurité Nationale américain, John Bolton, s'est adressé mercredi à des journalistes alors qu'il était en visite à Abu Dhabi pour rencontrer le prince Mohammed bin Zayed Al Nahyan . Il a réitéré le fait que toute attaque dans le golfe Persique serait suivie d'une « *très forte* » réponse de la part des Etats-Unis. Pourtant, le président Trump a déclaré quelques jours auparavant que Washington ne souhaitait pas entrer en conflit avec l'Iran. Ces approches différentes symbolisent bien la fracture qui existe au sein du gouvernement américain sur la question iranienne. Depuis quelques semaines, la tension monte entre les Etats-Unis et l'Iran et les déclarations américaines laissent planer le doute sur le plan d'action américain. Washington a accusé Téhéran d'être responsable d'un certain nombre d'incidents : sabotage de pétroliers au large des Emirats Arabes Unis, tirs de roquettes dans le voisinage de l'ambassade américaine à Bagdad, attaque de drones en Arabie Saoudite, mais aussi, selon Bolton, essai d'attaque du port saoudien de Yanbu sur la mer Rouge, quelques jours avant l'incident sur les pétroliers. Le Conseiller à la Sécurité Nationale a précisé que les attaques avaient cessé depuis quelques temps, attribuant cette accalmie au déploiement de troupes américaines supplémentaires dans la région du Golfe. John Bolton, considéré comme l'un des principaux « faucons » très hostiles à Téhéran, accuse l'Iran d'avoir mené les attaques précédemment citées sans présenter de preuves. De son côté, le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif présente Bolton comme un va-t-en-guerre avançant des « *accusations ridicules* » tandis que son président Hassan Rouhani faisait savoir qu'il était toujours prêt à discuter avec les Etats-Unis, si ces derniers rejoignaient l'accord de Vienne dont ils sont sortis en mai 2018. L'Iran a



demandé à l'Europe de lui présenter de meilleures conditions que celles de l'accord de 2015 avant le 7 juillet, sans quoi il reprendrait l'enrichissement de son uranium.

SYRIE : DISCUSSIONS DE HAUT NIVEAU ENTRE DIPLOMATES AMERICAINS ET RUSSES

Mi-mai, des diplomates russes et américains se sont réunis pour discuter de la mise en place d'une feuille de route de 2012 concernant des élections supervisées par les Nations Unies en Syrie. Ces élections devraient pouvoir permettre au régime de Damas de reprendre une place au sein de la communauté internationale d'après l'envoyé spécial américain sur la question syrienne, James Jeffrey. Il a tout de même précisé que ces discussions n'étaient qu'une des solutions possibles : pour l'instant, rien ne garantit que cette voie sera l'issue du conflit syrien. Il a fait remarqué qu'il n'y avait pas de cessez-le-feu dans la région d'Idlib alors que le gouvernement américain le demande et qu'il n'y avait pas eu non plus de démarches pour rédiger une nouvelle constitution syrienne, alors même qu'une nouvelle constitution était requise dans la feuille de route de 2012. En enclenchant de telles démarches, le régime de Bachar el-Assad montrerait qu'il comprend le rôle qu'il doit endosser afin de mettre fin au conflit. Lors de la réunion avec les Russes à Sotchi, J. Jeffrey et Mike Pompeo ont pu rencontrer Vladimir Poutine et son ministre des Affaires Etrangères, Sergey Lavrov. Jeffrey a expliqué avoir ressenti un « *intérêt sincère* » de leur part dans la résolution du conflit en Syrie alors que les Etats-Unis ont abandonné leur demande que Bachar el-Assad ne fasse pas partie du futur régime syrien.

Le Conseil de Sécurité a été briefé mercredi par l'envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Geir Pedersen. Il a déclaré que ces discussions entre la Russie et les Etats-Unis étaient très importantes, et qu'elles ouvraient la voie à un meilleur avenir politique pour la région. Cependant, le fait que les combats n'aient pas cessé autour d'Idlib, dernière enclave de l'opposition, complique ces efforts politiques. Jeffrey a expliqué que tant qu'un cessez-le-feu ne serait pas en place dans cette zone, les Etats-Unis chercheraient à maintenir le régime syrien sous pression avec ses outils économiques et diplomatiques. Le communiqué final de la Réunion du Groupe d'Action pour la Syrie du 20 juin 2012 qui contient la feuille de route a été approuvé par les Nations-Unies, la Ligue Arabe, l'Union européenne, la Turquie et les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Cette feuille de route demande l'établissement d'un corps gouvernemental de transition, la rédaction d'une nouvelle constitution et la tenue d'élections. Elle a été soutenue par la Résolution 2254 du Conseil de Sécurité en décembre 2015.



VISITE DE PATRICK SHANAHAN EN ASIE

Patrick Shanahan est arrivé mercredi dernier en Asie. Cette visite doit renforcer le changement de priorité de la stratégie de défense américaine : alors que des milliers de troupes sont déployées au Moyen-Orient pour contrer l'Iran, le Secrétaire à la Défense se consacre à la montée en puissance de la Chine. Depuis la démission de James Mattis au début de l'année, Shanahan s'est concentré sur la rivalité américaine avec les grandes puissances comme la Chine ou la Russie. Mais ce projet a pu être éclipsé par les différents autres dossiers: Corée du Nord, Iran, Daech, Afghanistan, mur à la frontière.

Lors de son passage en Asie, Shanahan s'est rendu en Indonésie, en Corée du Sud, au Japon et à Singapour, où il a assisté à Shangri-La Dialogue. Le Premier ministre de Singapour a ouvert cette conférence avec un discours dans lequel il a déclaré que les relations entre la Chine et les Etats-Unis définiront les relations internationales dans les années à venir. Il a donc encouragé la poursuite du dialogue entre les deux puissances. Or, pour la première fois depuis 2011, la Chine a envoyé un haut représentant assister à cette conférence annuelle : le ministre de la Défense Wei Fenghe, qui a rencontré Shanahan vendredi en marge du forum. Les deux hommes ont discuté une vingtaine de minutes, au cours desquelles Shanahan a demandé que les forces chinoises mettent pleinement en œuvre les sanctions des Nations Unies contre la Corée du Nord. Ils ont aussi discuté de l'établissement de relations militaires afin de diminuer les difficultés de compréhension mutuelle. Ils n'ont pas abordé les questions commerciales, l'entreprise *Huawei*, les ventes d'armes américaines à Taïwan ou les tensions en mer de Chine méridionale. Cependant, certaines de ces questions ont été adressées, plus ou moins directement, par Shanahan et Fenghe lors de leurs discours samedi et dimanche. La présence de Fenghe à Singapour témoigne du désir de Pékin de reprendre le dialogue avec ses voisins alors que les Etats-Unis sont préoccupés par les tensions au Moyen-Orient et ralentis par le statut encore précaire de Shanahan à la tête du Pentagone, sa confirmation par le Sénat étant en cours d'examen.

SELON WASHINGTON, LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE DE COREE DU NORD VIOLENT TOUTES LES RESOLUTIONS DE L'ONU

Un peu plus tôt dans la semaine, la porte-parole de la diplomatie américaine, Morgan Ortagus, a annoncé que l'ensemble de l'arsenal nord-coréen d'armes de destruction massive (ADM) violait les résolutions de l'ONU. En effet, quelques semaines plus tôt, la Corée du Nord a procédé aux lancements de missiles



ballistiques de courte portée, lancements relativisés par le président Trump contredisant John Bolton, conseiller à la sécurité nationale de l'administration américaine, qui lui-même avait déclaré que ces lancements constituaient des violations directes des résolutions prises par les Nations Unies.

Ces dissensions à propos de l'arsenal ADM nord-coréen ont demandé à être éclaircies, Morgan Ortagus a donc déclaré que l'ensemble de l'arsenal nucléaire coréen était préjudiciable et violait les résolutions de l'ONU. Elle a rappelé que l'objectif vers lequel les Etats-Unis et la communauté internationale tendent, est que le régime de Kim Jong-Un cesse les essais de missiles et procède à une dénucléarisation de son arsenal militaire.

VISITE DE DONALD TRUMP AU JAPON

Le président Donald Trump a effectué la semaine dernière une visite de quatre jours au Japon, durant laquelle il a rencontré le nouvel empereur Naruhito ainsi que le Premier ministre Shinzo Abe.

En matière de défense, le principal élément à retenir de cette visite est la confirmation par le président Trump de la commande de 105 chasseurs multirôle de cinquième génération *F-35*, ce qui en fera de loin la plus importante flotte étrangère équipée de cet appareil. Le choix japonais du *F-35*, annoncé en décembre dernier, vise à renforcer la position de Tokyo dans une région indo-pacifique marquée par des tensions croissantes, tenant en particulier à la montée en puissance de la Chine. Cette commande majeure risque simultanément d'inquiéter Pékin qui se verra conforté dans sa dynamique d'investissement massif en matière de rattrapage technologique, se soldant potentiellement par un durcissement de la course aux armements qui caractérise la région depuis désormais plusieurs années.

En effet, ces *F-35* pourraient notamment être embarqués à bord de la nouvelle classe de porte-aéronefs japonais (classe *Izumo*), conférant à Tokyo une capacité aéronavale nouvelle. Or, il est vraisemblable que Pékin lira cette évolution comme la preuve du développement d'une capacité d'entrave à l'extension de ses revendications en mer de Chine méridionale. Dans la perspective japonaise, il s'agit clairement de faire pièce à la montée en puissance militaire chinoise, mais également de se doter de moyens accrus pour faire respecter la liberté de navigation en mer de Chine, régulièrement contestée par Pékin. Par ailleurs, Donald Trump a atténué l'importance des derniers tests de missiles conduits par la Corée du Nord, ce qui va directement à l'encontre des inquiétudes japonaises. Enfin, le Président américain a également prononcé devant les forces américaines présentes sur la base aérienne de Yokota un discours faisant un éloge vibrant de la puissance militaire



américaine, sonnante comme un avertissement aux différents acteurs internationaux susceptibles de contester cette suprématie, soit la Corée du Nord et la Chine.

L'ESTONIE SIGNE UN ACCORD DE DEFENSE AVEC LES ETATS-UNIS

L'Estonie est le troisième et dernier des Etats baltes à avoir signé un accord de défense avec l'administration du président Trump. Cet accord fait partie du *US-Baltic Strategic Dialogue*, processus entamé en novembre 2018, qui vise à améliorer la coopération de défense entre les pays baltiques et les Etats-Unis ; la Lituanie avait été la première à signer un accord le 2 avril 2019, suivie par la Lettonie en mai 2019. À l'occasion de la signature de l'accord avec le gouvernement de Vilnius, dans un rapport publié sur le site du *Department of Defense*, les objectifs de coopération de défense entre les pays baltes et Washington ont été mis en exergue, l'accord se concentrant sur le renforcement de la coopération de défense déjà existante, le renforcement de la sécurité de la mer Baltique, l'amélioration du partage du renseignement dans la région balte et enfin le renforcement des systèmes de cyberdéfense contre les attaques et les intrusions de logiciels malveillants, l'Estonie étant très en avance dans ce domaine depuis la cyberattaque dont elle avait fait l'objet en 2007. Le renforcement du *US-Baltic Strategic Dialogue* traduit l'inquiétude des Etats baltes à l'égard de l'action internationale de la Russie, et la volonté de Washington d'y répondre en développant ses relations militaires bilatérales avec ces Etats.

DEPLOIEMENT DE F-35 EN ITALIE

Cette semaine, des troupes de l'*US Air Force* ont été déployées sur la base aérienne d'Aviano en Italie. Ces unités se composent notamment d'un escadron de *F-35A Lightning II*. Les soldats américains arrivant en Italie seront présents pour plusieurs semaines sur le sol européen, avec pour objectif de mener des exercices militaires conjoints avec d'autres forces militaires européennes. Ce déploiement de personnels et d'appareils de l'*US Air Force* s'inscrit dans la dynamique du *Theater Security Package (TSP)*, un processus compris dans la logique de la *European Deterrence Initiative (EDI)* – l'initiative de dissuasion européenne. L'*Air Force* décrit le *TSP* comme permettant « une plus importante présence rotationnelle de militaires américains sur le théâtre européen, capable de dissuader les adversaires et de garantir aux partenaires et aux alliés des Etats-Unis un engagement américain dans le maintien de la sécurité régionale. » Ce déploiement de soldats américains est donc le signe de l'engagement de Washington à soutenir et renforcer la coopération avec ses alliés européens tout en se préparant à des attaques ennemies potentielles.



CONTRAT D'ARMEMENT AVEC LES EMIRATS ARABES UNIS

Le Département d'Etat a approuvé la vente aux Emirats arabes unis d'une série d'équipements militaires pour un montant total estimé à 1,2Md\$. Ce contrat porte sur près de 20000 roquettes air-sol de 70mm à guidage laser dites *APKWS* (*Advanced Precision Kill Weapon System*) qui armeront les hélicoptères émiratis. Le contrat inclut également des missiles antichar *Javelin* et des petits drones tactiques *RQ-21A Blackjack*.



ASIE – PACIFIQUE

SHANGRI LA DIALOGUE : LA FRANCE AFFIRME SON IMPLICATION DANS LES ENJEUX DE SECURITE ASIATIQUES

La ministre des Armées Florence Parly était en déplacement à Singapour ce weekend à l'occasion du *Shangri La Dialogue*, une conférence internationale sur les questions de défense en Asie qui se tient chaque année depuis 2002 à l'initiative de l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS). Son discours a été l'occasion d'insister sur le rôle de la France en Asie, qui dispose dans la région d'une ZEE de 9 millions de km², d'1,6 million de ressortissants dans les territoires et départements d'outre-mer et de plus de 7 000 militaires, mais qui doit cependant encore s'affirmer auprès des autres acteurs de la zone. Après avoir dénoncé la montée continue des tensions, la ministre a dégagé plusieurs enjeux primordiaux pour Paris dans le cadre de la construction d'une architecture stable de sécurité en indopacifique : le nécessaire maintien du multilatéralisme -notamment sur le dossier nord-coréen- et la mobilisation des forces armées françaises face aux catastrophes climatiques, mais surtout la préservation d'un accès libre aux lignes de communications maritimes. Si la Chine n'a pas été nommée, le message est clair : la France compte maintenir sa présence en mer de Chine méridionale sans accepter la stratégie du fait accompli sur laquelle s'appuient les revendications territoriales et maritimes de Pékin. Pour faire porter son message, la ministre des Armées a pu compter sur la présence à Singapour du porte-avions Charles de Gaulle et de son escorte. Le groupe aéronaval vient de conclure dans le golfe du Bengale une série d'exercices, qui a pris le nom de l'explorateur français du XVIII^{ème} siècle « La Pérouse », afin de renforcer l'interopérabilité avec les marines japonaise, américaine et australienne.

SHANGRI LA DIALOGUE : LA CHINE ANNONCE QU'ELLE NE CEDERA PAS FACE AUX PRESSIONS AMERICAINES

De son côté, le général Wei Fenghe, ministre de la Défense chinois, a dénoncé les pressions américaines en réaffirmant la volonté de la Chine d'y résister. Ont ainsi été successivement évoquées les tensions commerciales, la Chine étant prête à « se battre jusqu'à la fin » alors que des droits de douanes majorés de 25% sur plus de 2000 milliards de dollars d'importations chinoises sont entrés en vigueur samedi aux Etats-Unis, les tensions en mer de Chine du Sud et la question taiwanaise. Taïwan étant, selon la vision officielle de Pékin, une province chinoise, le *Taiwan*



Relation Act de 1979 qui mentionne l'implication américaine en cas de réunification par la force est dénoncé comme étant une ingérence intolérable dans les affaires intérieures de la Chine. Son discours est intervenu après que Patrick Shanahan, le secrétaire à la Défense des Etats-Unis, a appelé la Chine à intégrer un « ordre international basé sur le droit » pour gagner la confiance de la communauté internationale, le ministre chinois ayant répliqué en maintenant la rhétorique chinoise d'une ascension pacifique contrainte à la militarisation par la présence américaine dans son environnement proche.



EUROPE

FRANCE - UN AN D'AVANCE POUR L'HELICOPTERE INTERARMEES LEGER

Florence Parly, ministre des Armées, a annoncé le 27 mai que le développement de l'hélicoptère interarmées léger (HIL) par Airbus aurait un an d'avance, avec un lancement en 2021 et les premières livraisons en 2026. Ce programme polyvalent vise à terme à remplacer plusieurs types d'hélicoptères en service dans les trois armées. La commande finale est évaluée à 169 exemplaires.

Grâce à ces commandes, le ministère des Armées assure la pérennité des chaînes de production d'Airbus Helicopters situées à Marignane pour les prochaines années. L'acquisition d'un matériel unique devrait permettre de réduire le coût de la maintenance en condition opérationnelle par la rationalisation des pièces de rechange. Elle est évaluée par le ministère des Armées à environ 100 millions d'euros par an à terme.

OCEAN INDIEN - PLUS DE 500 KG D'HEROÏNE SAISIS PAR LA FREGATE DE SURVEILLANCE FRANÇAISE FLOREAL

Le 28 mai, la frégate de surveillance Floréal a réalisé une nouvelle saisie de drogues dans la zone nord de l'océan Indien. Il s'agit de 520 kg d'héroïne, et représente la quatrième saisie pour la frégate pour ce mois de mai, depuis son déploiement au sein de la Combined Task Force 150 (CTF-150). La Task Force 150 est chargée de la lutte contre les trafics dans l'océan indien. La frégate Floréal s'était déjà illustrée en saisissant plus de cinq tonnes de drogues diverses en quatre jours, comme ne vous le rapporions dans les précédentes newsletters.

La CTF-150 peut également compter sur la frégate canadienne NCSM Regina et un navire australien HMAS Ballarat, qui ont saisi près de dix tonnes de drogues en mai.



PROCHE & MOYEN ORIENT

TURQUIE : LANCEMENT DE L'OPERATION « GRIFFE (PENÇE) » DANS LE NORD DE L'IRAK

Ce 28 mai, a été annoncée une nouvelle offensive dans le Nord de l'Irak, plus précisément dans la région kurde des montagnes de Hakourk, par les forces turques. L'opération a consisté en un tir de barrage d'artillerie, coordonné avec des frappes aériennes et de drones, qui auraient débuté dès le 26 mai dans la région de Metina. Des commandos de montagne ont ensuite été déployés par hélicoptère. Dans le cadre du barrage d'artillerie, les missiles KHAN de la firme *Rokestan* ont été tirés. Il s'agit d'un système balistique à courte portée, fortement inspiré du M20 chinois. Ces missiles sont le symbole de la tendance de l'armée turque à s'inspirer des armements hors-OTAN. Ils avaient déjà été testés lors de l'opération dans les monts *Qandil*, toujours au Nord de l'Irak, à l'été 2018.

Surtout, l'opération « Griffes » (*Pençe*) s'inscrit dans le sillage d'autres interventions dans le Nord irakien, et ne constitue que le dernier avatar d'une longue série, qui remonte à 1984. Cette fois-ci, ce sont les bases d'été du PKK qui sont visées. En effet, la région de Hakourk serait un point stratégique de communication terrestre pour le PKK, reliant Sinjar et le Nord de la Syrie. Les combats se sont concentrés sur la colline dite de Layl Khan, et confirmerait l'intérêt de l'armée turque à sécuriser et contrôler cette région, à quelques kilomètres de leur base sur le mont Chyadel. Cette zone montagneuse est stratégique, car située à quasi équidistance entre l'Irak, la Turquie et l'Iran.

La question demeure de savoir s'il s'agit véritablement d'une opération pour sécuriser cette zone, ou d'une démonstration de force face aux pressions russes et syrienne à Idlib. Songeons que les interventions dans les régions kurdes irakiennes se sont en effet succédées depuis 1992, sans pour autant avoir réussi à stabiliser politiquement la région, comme en témoigne la rupture en 2015 du cessez-le-feu de 2013 entre la Turquie et le PKK.

LIBAN : PROTESTATION CONTRE LES COUPES BUDGETAIRES

Le général en chef de l'armée libanaise, Joseph Aoun, a protesté ce samedi 1er juin contre les probables mesures d'austérité qui pourraient être ratifiées par le parlement et risqueraient de brider les capacités de l'institution militaire. Le



recrutement notamment serait susceptible d'être gelé pour trois ans. Cette décision aurait pour but de permettre au pays, largement endetté, de rééquilibrer ses comptes. Cette éventualité est d'autant plus mal vécue que l'année précédente, l'armée avait déjà redirigé une partie de son budget vers les coffres de l'état, dans un souci d'économie.

Les contextes nationaux et régionaux renforcent cette impression. Comme l'a précisé le général Aoun, l'institution militaire est un symbole de stabilité pour le pays et ses missions ne limitent pas à ses prérogatives de temps de guerre. D'autant que des menaces subsistent aux frontières Est, Sud et maritimes du pays. En effet, les tensions avec Israël ont été particulièrement vives ces derniers mois avec la découverte puis la destruction de plusieurs tunnels mais aussi la multiplication des frappes israéliennes contre des objectifs du Hezbollah en Syrie.

SYRIE : BOMBARDEMENTS QUOTIDIEN SUR LA POCHE D'IDLIB

Le 19 mai dernier, l'agence de propagande de Hayat Tahrir al-Sham (H.T.S), Ebaa News, faisait état de bombardements à l'arme chimique de la part des forces pro-régime. Ce même jour l'Observatoire Syrien pour les Droits de l'Homme (O.S.D.H) affirmait ne détenir aucune preuve de ces allégations. Les puissances occidentales, au premier rang desquelles les Etats-Unis et la France, se sont empressées de réagir pour rappeler la ligne rouge que constitue l'usage de telles armes. Le 22 mai, les Etats-Unis annonçaient détenir des indices quant à l'usage de chlore dans le Nord-Ouest de la Syrie. Le 28 mai, Jean-Yves Le Drian, devant l'assemblée nationale, affirme détenir également des indices sur l'emploi de ces armes prohibées tout en précisant bien qu'il n'y avait « pour l'instant pas de vérification ». On peut s'attendre à une réaction forte de la part des puissances occidentales si les indices viennent à s'accumuler. Le déroulé des événements ressemble fortement à ce qui s'était produit l'année dernière lors de la reconquête de la Ghouta orientale par le régime. Après une attaque chimique présumée le 7 avril 2018, les puissances occidentales avaient d'abord dénoncé les violations quotidiennes des droits de l'homme par Bachar al-Assad, puis, pour apporter une réponse forte, le 14 avril, lancèrent plusieurs frappes balistiques sur des lieux stratégiques.

Par ailleurs, la situation dans le sud de la poche devient de plus en plus critique pour les civils. Après plus d'un mois de constants bombardements qui ont détruit les villes d'*Al-Lataminah*, *Khan Shaykoun*, *Kafr Zita*, *Maraat al-Numan* et bien d'autres, l'aviation russe et celle du régime ont commencé à incendier les cultures,



augmentant encore le nombre de déplacés qui s'élève maintenant à plus de trois cent mille. H.T.S a même organisé une marche des déplacés dans le Nord de la zone à Atmeh, tout près de la frontière turque, le 31 mai, pour demander la protection de ces derniers. H.T.S, au travers de la dénonciation de l'usage d'armes chimiques et la marche des déplacés, cherche à faire réagir la communauté internationale à son profit.

ÉGYPTE : RESSERREMENT DES LIENS MILITARO-STRATEGIQUES AVEC HAFTAR

En Libye, les affrontements entre l'Armée nationale libyenne (ANL) et le Gouvernement de l'Accord national continuent. Cela fait près de deux mois que les belligérants se repoussent en périphérie sud de Tripoli. Alors que depuis 2012 le Conseil de sécurité de l'ONU prohibe l'exportation d'armes létales, de véhicules et de tout autre équipement militaire vers la Libye, il semblerait que les opposants bénéficient de tels échanges.

En particulier, au nom de la lutte contre le terrorisme, le président égyptien Al-Sissi soutient explicitement l'ANL de sorte que leurs relations s'apparentent de plus en plus à une véritable coopération stratégique et militaire. Mardi 28 mai, le jihadiste égyptien Hicham el-Achmawy, capturé à Derna par Khalifa Haftar le 8 octobre dernier a été remis aux autorités égyptiennes.

Ce mercredi 29, Abbas Kamel, chef des services de renseignement égyptien a rencontré pour la seconde fois le maréchal Haftar au sujet de l'évaluation de ses forces en jeu à Tripoli. Ce dernier demande à l'Egypte des missiles surface-surface pour sa lutte contre le GNA.

L'ARABIE SAOUDITE APPELLE A L'UNITE CONTRE L'IRAN, LA RUSSIE SE PROPOSE COMME MEDIATEUR

Le roi saoudien Salman Ben Abdel Aziz Al Saoud a pris la parole lors de deux sommets organisés à La Mecque jeudi 30 mai : une réunion de la Ligue arabe et une réunion du Conseil de coopération du Golfe. Il a imputé à Téhéran la responsabilité des récentes attaques contre quatre pétroliers au large des Émirats arabes unis, ainsi que des attaques menées par les rebelles yéménites Houthis contre des installations pétrolières saoudiennes.



Selon le roi Salman « l'absence d'une position ferme et dissuasive contre le comportement iranien est ce qui a conduit à l'escalade que nous voyons aujourd'hui ». Le communiqué final du sommet de la Ligue arabe a exprimé son soutien aux droits de l'Arabie saoudite et des Emirats Arabes Unis de défendre leurs intérêts et a appelé la communauté internationale à confronter les menaces iraniennes. Le président irakien Barham Saleh s'est opposé à la déclaration finale du sommet prévenant que si la crise continuait à être gérée de la sorte, elle pourrait dégénérer en guerre globale.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré le 31 mai que la Russie était disposée à faciliter un pacte de non-agression contraignant entre l'Iran et ses voisins arabes du Golfe. Ces propos interviennent après que le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, eut lancé il y a une semaine l'idée d'un accord visant à désamorcer les tensions dans la région. M. Lavrov a déclaré que plusieurs États du Golfe « sont prêts à envisager une telle initiative ». Il a également appelé au dialogue entre l'Iran et les États-Unis, tout en critiquant la campagne de sanctions américaine contre Téhéran.



RUSSIE

RUSSIE : ACQUISITION DE NOUVEAUX SU-35S

Le ministre de la Défense de la Fédération de Russie a annoncé mercredi 31 mai la livraison de 20 nouveaux avions de combat SU-35S pour la fin de l'année 2020. La version modernisée du SU-27 a été introduite au sein des forces aérospatiales russes en février 2014 mais n'est devenue pleinement opérationnel que l'an dernier. Son fabricant, KnAZZ, a continuellement modernisé le SU-35S à la demande des autorités afin que la Russie dispose d'un avion de combat très moderne en attendant l'acquisition et la livraison massives de l'avion russe de 5^{ème} génération, le SU-57. Selon des sources officielles, 10 SU-35S devraient être livrés avant la fin de l'année 2019.

RUSSIE / ECONOMIE DE DEFENSE : INITIATIVE D'ANKARA PORTANT LA CREATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LE S-400

Le 30 mai dernier, le président turc Recep Tayyip Erdogan, lors d'un entretien téléphonique avec son homologue américain Donald Trump, a proposé la création d'un groupe de travail sur le système de défense anti-aérien S-400. Les deux dirigeants devraient se rencontrer fin juin en marge du G20 au Japon. Le 6 mai dernier, Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN et le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavasoglu, s'étaient entretenus pour discuter de l'éventualité de la création de cette structure de travail. Bien qu'Ankara avait déjà soumis cette proposition à Washington, restée lettre morte.

Outre les inquiétudes formulées de l'OTAN et des Etats Unis, la Turquie n'a cessé de réaffirmer sa volonté d'acquérir le système antiaérien S-400 Triumph auprès de la Russie et ce malgré les menaces répétées de sanctions provenant de la Maison Blanche, et le maintien au sol de matériels indispensables à la condition opérationnelle des avions furtifs de 5ème génération F-35. Elle considère que cette acquisition sert l'impératif de sécurité nationale et qu'en tant qu'Etat souverain elle demeure libre de choisir le matériel le plus susceptible de servir ce dessein.

Par ailleurs, elle a plus récemment déclaré vouloir renforcer son partenariat industriel avec Moscou, concernant notamment la production du S-500 Prometei, système de missile sol-air de 5ème génération. La Turquie s'expose pourtant



consciemment aux sanctions américaines prévues par le *Countering America Adversaries Through Sanctions Acts* (CAASTA), du Département du Trésor, condamnant toute entité se livrant à des activités de commerce des armes et matériels de guerre avec la Fédération de Russie. L'acquisition par la Turquie des systèmes russes ferait peser une menace sur les activités militaires de l'alliance, en raison de la technologie dont est doté le S-400. Également, le matériel russe n'est pas interopérable avec celui de l'OTAN, ce qui, outre la raison des sanctions, ne confère à l'alliance un avantage opérationnel. En ce sens ce groupe de travail aurait pour objectif de maintenir un niveau de dialogue normal entre Ankara et Washington, et d'évaluer le niveau de menace du S-400 sur les activités de l'OTAN, afin d'en dissiper les inquiétudes, selon le ministre turc des affaires étrangères. Par ailleurs, Ankara maintient sa volonté d'importer du matériel américain, également nécessaire à sa sécurité nationale.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé, Lucie Haigneré, Salomé Sifaoui

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Ilan Garcia, Nicolas Guillaume

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion, Antoine Da Col

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Constance Parpex, Cyril Blanchard

RUSSIE : Naël Madi, Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

Direction éditoriale newsletter : Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière, Simon Roche, Ilan Garcia